

LE GOUVERNEMENT CONCEDE DE PREMIERS RECULS NON DENUES DE MANŒUVRES

Depuis des mois, le SNESUP porte des revendications reprises par des collectifs, des assemblées générales partout en France. Le fait que le gouvernement semble consentir à la réécriture de la version initiale de son décret et qu'il ait annoncé le gel des suppressions d'emplois dans l'enseignement supérieur pour 2010 et 2011 est à l'actif indéniable du syndicalisme de lutte que nous portons.

La formidable détermination des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche a contraint le gouvernement à de premiers reculs sur certains aspects du statut des enseignants-chercheurs. C'est un premier succès pour les revendications portées par le SNESUP et la communauté universitaire en lutte.

Le gouvernement a mis en scène un spectacle : celui de sa disponibilité à discuter avec des organisations complaisantes. Ce n'est pas nouveau dans la stratégie de communication de Valérie Pécresse et du gouvernement.

Le SNESUP mesure les avancées, dénoncera les tentatives de régression et engagera toutes ses forces pour consolider les premières et contrecarrer les secondes, fidèle en cela à ses responsabilités de première organisation syndicale et à sa conception du syndicalisme.

Mais le compte n'y est pas au regard du socle revendicatif porté par la mobilisation. Le refus du gouvernement d'apporter des réponses précises et chiffrées sur l'emploi statutaire (au moment où se profilent à nouveau 1000 suppressions d'emplois dans la recherche au budget pour 2010-2013), sur le dossier central de la formation des enseignants –incluant le moment et les contenus de concours–, sur la revitalisation des organismes de recherche... appelle l'intensification des initiatives de grève et de manifestations, en particulier les 5 et 11 mars prochains.

La crise actuelle témoigne du désaveu des orientations et de la faillite des méthodes du gouvernement, qui a ignoré et ignore encore toutes les instances collectives représentatives (CNESER, CoNRS, CTPU), au profit de la CPU et d'une stratégie de communication. Les propositions de la seule CPU ne reflètent en rien celles portées par la communauté universitaire. Cela aussi doit changer. Le SNESUP exige des réponses claires aux questions transmises au gouvernement le 26 février et réitère sa demande d'un CNESER plénier dans les plus brefs délais. Le SNESUP examinera avec attention les nouveaux éléments fournis par le gouvernement. Il construira sa réaction en liaison avec les assemblées générales et les collectifs mobilisés.

Hier, en régions et à Paris, alors que de nombreuses universités traversent une période de congés, ce sont près de 35000 personnes qui ont manifesté pour nos revendications :

1000 à Strasbourg, 250 à Rouen, 200 à Toulon, 2000 à Grenoble, 1000 à Clermont Ferrand, 3000 à Rennes, 200 à Angers, 7000 à Paris, 1000 au Mans, 2000 à Nantes, 2000 à Caen, 1300 à Avignon, 7000 à Toulouse, 4000 à Lyon , 600 à Nancy ...

5 MARS : JOURNEE NATIONALE DE MANIFESTATIONS

**11 MARS : JOURNEE NATIONALE DE MANIFESTATIONS EN CONVERGENCE AVEC LE
PREMIER ET LE SECOND DEGRES**

12 MARS : REUNION DES DELEGUES DE LABORATOIRES A PARIS